

Commission Paritaire Nationale des entreprises de SAP

ACCORD DE BRANCHE SUR LE FINANCEMENT DU PARITARISME DES ENTREPRISES DE SERVICES A LA PERSONNE

Les parties affirment leur volonté de construire et de développer des relations sociales ouvertes et responsables, dans le souci du développement des entreprises de la branche et de l'emploi. Les organisations professionnelles d'employeurs et les organisations syndicales de salariés ont convenu qu'un financement était indispensable pour donner aux commissions paritaires les moyens financiers d'assurer le suivi de la convention collective, de son fonctionnement, des actions de promotion de la branche et du développement du dialogue social.

C'est à l'occasion de ce constat que les parties signataires à la convention collective nationale ont entendu :

- inscrire la gestion des fonds collectés dans un cadre paritaire ;
- procéder à la définition des dépenses supportées par les fédérations et syndicats d'employeurs et de salariés et susceptibles d'être remboursées, comme indiqué dans l'article 5 ci-dessous.

A ce titre, et de façon tout à fait exceptionnelle, les parties conviennent de l'importance de mettre en place le système de financement du paritarisme pour la branche.

Cela ne remet pas en cause les principes du protocole d'accord du 9 octobre 2008, prévoyant la globalisation des thèmes de négociation.

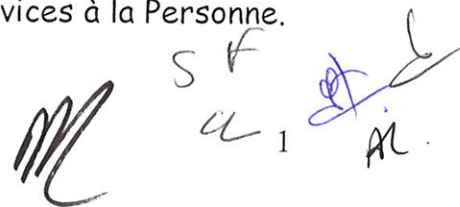
L'ensemble de ces dispositions a vocation à être intégré dans la partie traitant du fonds du paritarisme de la CCN étendue.

Eu égard à ces considérations, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des entreprises des Services à la Personne.

Handwritten signatures and initials in blue ink, including a large stylized signature, the letters 'SF', 'a 1', and 'AL'.

Article 2

Définition des moyens de financement

Il est institué une contribution relative à la prise en charge des frais supportés par les fédérations et syndicats d'employeurs et de salariés, pour la négociation et l'application de la convention collective.

Cette contribution, fixée à 0,10% est assise sur la masse salariale brute des entreprises et est entièrement à la charge des employeurs.

Il sera recherché des co-financements ponctuels en fonction des objectifs déterminés par le Conseil d'Administration, y compris auprès des pouvoirs publics, notamment l'ANSP (Agence Nationale des Services à la Personne), le FSE (Fond Social Européen), ...

Article 3

Objectifs communs des fonds

Ces fonds ont notamment, pour objectif commun de :

- prendre en charge les frais occasionnés par les réunions préparatoires des diverses commissions des instances paritaires (commission paritaire nationale, commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle...);
- renforcer la présence des salariés et des employeurs dans les négociations de branche qui visent notamment à fixer les conditions d'emploi et de travail des salariés et leurs garanties sociales et à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- développer l'information et la sensibilisation des salariés et des entreprises sur les dispositions conventionnelles ;
- constituer des structures de réflexion, d'anticipation, de conception des dispositions conventionnelles ;
- financer l'établissement de rapports, documents ou actions, permettant une meilleure connaissance du secteur ;
- s'adjoindre les services d'experts pour mieux préparer les négociations,
- financer le développement du dialogue social.

Article 4

Organisme de gestion et de recouvrement

Il est créé, dans le cadre du présent accord, une association de gestion paritaire, dont les statuts et règlement intérieur sont soumis à l'approbation des parties, concomitamment à la signature du présent accord.

4.1 - Association pour la gestion

SR
a 2
ML
AR

Les fédérations et syndicats d'employeurs signataires ou adhérents à la Convention collective nationale « des entreprises de services à la personne » et les syndicats représentant les salariés, représentatifs au niveau national et parties au présent accord, constituent une Association régie par la loi de 1901, aux fins d'assurer indirectement le recouvrement de la contribution à la charge des entreprises et la gestion des fonds collectés (respect des affectations budgétaires, remboursement des charges engagées dans le cadre de l'objet social).

4-2 - Organisme de recouvrement

La contribution définie à l'article 2 du présent accord est recouvrée par l'OPCA, au plus tard avant le 1^{er} mars de chaque année, selon des modalités déterminées par voie d'avenant, signé entre l'OPCA et ladite association de gestion. Cet avenant définira les frais de collecte et les obligations des parties.

Pour la collecte 2010 portant sur la masse salariale annuelle brute 2009, elle sera opérée 2 mois après la date d'extension du présent accord.



Article 5

Utilisation des moyens de financement

Les sommes recueillies seront réparties de la façon prévue par les statuts de l'APNESAP (Association Nationale de Gestion du Paritarisme des Entreprises de Services à la Personne) :

- Un pourcentage de la contribution du paritarisme est attribué à l'OPCA au titre des frais de gestion de recouvrement du paritarisme,
- Un pourcentage de la contribution au paritarisme est attribué à l'association APNESAP pour assurer ses frais de gestion (notamment, frais de tenue de comptabilité, de commissariat aux comptes si nécessaire, organisation des réunions (location de salle, repas...), secrétariat de l'association, études ou honoraires de conseillers extérieurs à l'initiative de la CPN. Ils pourront régler, sur justificatifs, les frais engagés en application de l'article 3 du présent accord, de transport, d'hébergement, repas, salaires, exposés par les participants aux commissions paritaires, par référence aux règles de l'accord temporaire existant, puis avec la future CCN.
- Un pourcentage de la contribution au paritarisme sera réparti à égalité entre les organisations syndicales et fédérations, salariales et patronales afin de participer aux frais de structure, d'actions et de promotion des organisations membres de l'association ou négociatrices de la Branche.

Les taux afférents à ces trois volets seront arrêtés par l'association de gestion du paritarisme.

 SF
AL 3  AL

Un bilan annuel retracera les grandes lignes de l'utilisation de cette contribution.

Article 6

Durée de validité - dépôt, extension, entrée en vigueur

6.1 : Révision de l'accord et négociation

Les parties conviennent de se revoir, au plus tard dans le délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord, afin de dresser un bilan de son application et d'engager, en tant que de besoin, les négociations utiles à son évolution.

6.2 : Dépôt et date d'application

Le présent accord entrera en application à partir du jour qui suit la date de son dépôt effectué conformément aux dispositions des articles L2261-1 et D2231-2 du code du travail.

6.3 : Extension

L'extension du présent accord sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente conformément aux dispositions des articles L2261-15 et L2261-24 du Code du travail.



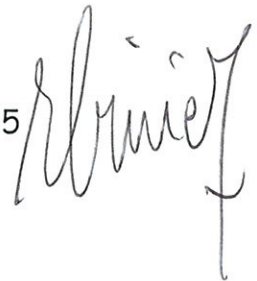
Fait à PARIS, le 18 décembre 2009
A 13h30

Pour :

La FEDESAP

Monsieur Richard BINIER

Siège social : Tour CIT 3 rue de l'Arrivée 75749 PARIS Cedex 15



La FESP

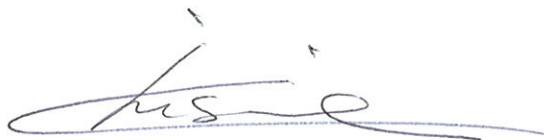
Monsieur Christian LHER

Siège social : 48 Bd. De la Tour Maubourg 75007 PARIS

La Fédération des Services CFDT

Madame Cécile LISOIE

Siège social : Tour ESSOR 14 rue Scandicci 93508 PANTIN Cedex



SF



La Fédération Santé-Sociaux CFTC
Monsieur Gérard SAUTY
Siège social : 10 rue Leibniz 75018 PARIS



La Confédération CFE-CGC
M. Marie-Françoise LEFLON ~~Alain LECANU~~
Siège social : 59/63 rue du Rocher 75008 PARIS



La Fédération FGTA-FO
Monsieur Denis RAGUET
Siège social : 7 Passage Tenaille 75014 PARIS



La Fédération Commerce et Services CGT
Monsieur Stéphane FUSTEC
Siège social : 263 rue de Paris 93100 MONTREUIL



Accords établis en onze exemplaires dont un pour chacun des partenaires sociaux.